

La signature de l'APE entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne pourrait être reportée

Les experts et hauts fonctionnaires de l'Afrique de l'Ouest et de la Commission européenne se sont réunis du 21 au 25 septembre à Bruxelles pour poursuivre la négociation de l'Accord de partenariat économique (APE) entre les deux régions. D'après des médias et des organisations de la société civile qui ont suivi le déroulement de la rencontre, les négociations n'ont pas progressé significativement au cours des derniers mois. L'échéance du 31 octobre, date à laquelle un accord partiel devait être signé, pourrait ainsi ne pas être respectée. En décembre 2007 à Ouagadougou, le Comité ministériel de suivi des négociations avait convenu d'un chronogramme pour conclure un APE complet en juin 2009, repoussant la date butoir initiale du 31 décembre 2007. Faute de consensus sur l'ensemble des questions traitées, les deux parties s'étaient ensuite entendues pour prolonger les négociations jusqu'à la fin du mois d'octobre 2009.

Selon certaines ONG, les négociateurs présents à Bruxelles ont estimé qu'ils ne parviendraient pas à finaliser certains dossiers avant la fin du mois, en particulier l'élaboration des offres d'accès au marché. Ce sujet demeure en effet particulièrement conflictuel. L'Afrique de l'Ouest propose d'ouvrir environ 60% de ses lignes tarifaires aux exportations européennes d'ici 25 ans, tandis que l'Union européenne souhaite la libéralisation de 80% du marché ouest-africain sur une période de 15 ans.

Il revient aux négociateurs en chef, qui n'étaient pas impliqués lors de cette session de négociation, de décider officiellement d'un éventuel nouvel agenda. Ils devraient se réunir au début du mois de novembre dans un lieu pour l'instant indéterminé. D'autres discussions techniques sont également prévues pendant la semaine du 19 octobre à Abidjan. D'après certains analystes, une contribution politique serait maintenant nécessaire pour redynamiser les négociations. L'intensification possible des pourparlers à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en fin d'année pourrait néanmoins focaliser l'attention et les énergies sur d'autres négociations.

Rapport sur le développement humain 2009 : la migration contribue au développement

« Permettre la migration à l'intérieur ou au-delà des frontières peut potentiellement augmenter la liberté des populations et améliorer la vie de millions de personnes dans le monde », telles sont les principales conclusions du rapport mondial sur le développement humain 2009, publié le 5 octobre par le Programme des Nations unies pour le développement et intitulé « [Lever les barrières : mobilité et développement humains](#) ». Le monde compte 1 milliard de migrants, les trois quarts se déplaçant à l'intérieur de leurs pays. Contrairement aux « idées reçues », le rapport indique que les phénomènes migratoires participent au développement économique des communautés hôtes et facilitent et propagent les innovations. Pour les migrants des pays pauvres, les bénéfices sont colossaux : « leur revenu est multiplié en moyenne par 15, leur taux de scolarisation doublé et leur mortalité infantile divisée par 16 » souligne l'étude. Le PNUD appelle donc à « trouver des solutions concertées bénéfiques pour les pays d'accueil comme pour les migrants » et à « éradiquer les obstacles à la mobilité interne ». Plus largement, il suggère d'intégrer les questions migratoires dans les réflexions globales sur le développement.

Le rapport publie également l'indice de développement humain (IDH), indicateur composite qui renseigne sur le bien-être de la population d'un pays. Dans un communiqué émis à l'occasion de la publication du rapport, le PNUD souligne à ce sujet qu'« en dépit des progrès constatés dans de nombreux domaines ces 25 dernières années, les disparités de bien-être entre les pays riches et pauvres continuent d'être grandes – une situation inadmissible ».

Les Etats-Unis lancent un plan de 3,5 milliards de dollars pour la sécurité alimentaire mondiale

Le 25 septembre à New York, la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a dévoilé un plan de 3,5 milliards de dollars visant à renforcer la sécurité alimentaire mondiale. Cette initiative s'inscrit dans les engagements du sommet du G8 de l'Aquila, en juillet dernier, de débloquer 20 milliards de dollars pour la lutte contre la faim à l'échelle mondiale. Pour Mme Clinton, elle résulte surtout de la volonté de l'administration du président Obama de « faire du développement un élément clé de la politique étrangère américaine ». Dans le cadre de ce nouveau projet, les Etats-Unis souhaitent travailler étroitement avec les pays en développement pour les accompagner dans la mise en œuvre de leurs stratégies nationales de sécurité alimentaire. Hillary Clinton a conclu son discours en mettant en évidence les enjeux de la proposition américaine. « Revitaliser l'agriculture de façon globale ne sera pas une chose facile. En fait, c'est l'une des initiatives les plus ambitieuses jamais prise par notre pays sur les plans de la diplomatie et du développement. Mais cela doit être fait et nous le ferons. Et, si nous réussissons, notre avenir sera davantage stable et prospère » a-t-elle déclaré.

Sources : AFP, AfriPerf, Commission européenne, PNUD, US Department of State .